

**CIHM
Microfiche
Series
(Monographs)**

**ICMH
Collection de
microfiches
(monographies)**

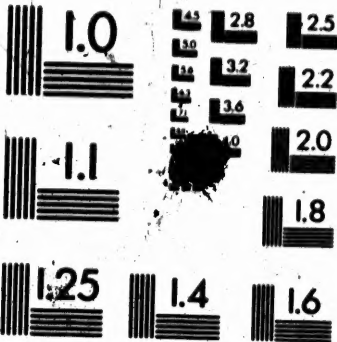


Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques

© 1994

MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 285 - 5989 - Fax

27 Vic. CAP. LXI.

Acte pour incorporer la compagnie du chemin
de fer des rues de Québec.

[Sanctionné le 15 Octobre, 1863.]

CONSIDERANT que les personnes ci-dessous nommées ont, par leur pétition, demandé d'être incorporées sous le nom de " la compagnie du chemin de fer des rues de Québec," aux fins de construire et exploiter des chemins de fer dans les rues de la cité et banlieue de Québec, jusqu'aux barrières de péage ; et considérant qu'il est expédient d'accéder à la demande des pétitionnaires : à ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

1. Pierre Garneau, John Leméacrier, James Dinning, Thomas McGreevy, Eugène Chinic, Ciriée Tatu, Matthew G. Mountain, William A. Curry, John Paterson, William Moore, John Glass, Beniah Prior, William Gassils, Henry Dinning, Fisher Langlois, Noël Hill Bowen, et toutes autres personnes qui deviendront actionnaires de la dite compagnie, sont par le présent constitués en un corps politique et incorporé, pour les fins mentionnées dans le présent acte, sous le nom de " la compagnie du chemin de fer des rues de Québec."

2. Le fonds social de la compagnie sera de cent mille piastres, divisé en actions de cinquante piastres chacune.

3. La compagnie pourra commencer ses opérations et exercer les pouvoirs par le présent conférés aussitôt que vingt mille piastres du fonds social seront souscrites et qu'il aura été payé vingt-cinq pour cent du montant souscrit.

4. La compagnie est par le présent autorisée, et pouvoir lui

est conféré de construire, achever, entretenir et de temps à autre de déplacer et changer un chemin de fer à simple voie, avec les voies latérales, aiguilles, et gares d'évitement nécessaires et autres appareils pour la circulation des chars, chariots et autres voitures y adaptées, sur et le long de la rue St. Valier (jusqu'à la barrière,) dans la banlieue de Québec, et sur et le long des rues ou grands chemins dans la cité et banlieue de Québec, permission de ce faire ayant été ou étant obtenue de la corporation de la cité de Québec, et sujet aux restrictions énoncées et prescrites dans les réglemens accordant telle permission,—et de prendre, transporter et porter les voyageurs sur ce chemin; et de construire et entretenir tous les travaux, édifices et bâtimens en dépendant, qui pourront être nécessaires; et d'occuper et employer aucune des rues et grands chemins susdits, qui pourront être nécessaires pour les besoins de la voie de son chemin de fer et la circulation de ses chars et chariots; mais il ne sera pas permis à la compagnie de faire usage de la vapeur sur le dit chemin de fer.

5. Les liasses du chemin de fer seront posées à l'effleurement des rues et grands chemins, et la voie du chemin de fer devra suivre, autant que possible, les niveaux des rues et grands chemins, de manière à présenter le moins d'obstacle possible au trafic ordinaire des dites rues et grands chemins; et la largeur sera telle que les voitures ordinaires employées aujourd'hui puissent passer sur les dites voies, ce qu'elles pourront faire, pourvu qu'elles ne gênent ou n'empêchent la circulation des chars de la compagnie; et dans tous les cas, toute voiture se trouvant sur la voie devra faire place aux chars et laisser la voie.

6. Les affaires de la compagnie seront sous le contrôle et la gestion d'un bureau de sept directeurs, trois desquels formeront un *quorum*, et chaque directeur sera un actionnaire à un montant de pas moins de cinq cents piastres, et sera élu à l'assemblée générale annuelle de la compagnie qui se tiendra le

premier jour
compagnie
majorité d
laquelle on
une voie,
pouvant v
éliront, au
président,
en charge
successive
lieu en ve
dite comp
possédée
le jour d
doivent v

7. Un
l'actif de
décembre
chaque a
livres de
actionnaire

8. Au
souscrite
avis
cédant i
anglais e
pour éli
alors élu
suivant.

9. Le
autorité
ments,
nables
compagnie
biens et

premier lundi de février de chaque année, au bureau de la compagnie; et toutes telles élections se feront au scrutin, à la majorité des voix des actionnaires présents; chaque action sur laquelle ont été payés tous les versements dus, donnera droit à une voix, et les actionnaires n'étant pas présents en personne pouvant voter par procuration; et les directeurs, ainsi élus, éliront, aussitôt que faire se pourra, un d'entre eux comme président, et le président, ainsi que les directeurs, continueront en charge pendant une année et jusqu'à l'élection de leurs successeurs; après la première élection des directeurs qui aura lieu en vertu du présent acte, nul action du fonds social de la dite compagnie ne conférera le droit de voter si elle n'a été possédée pendant les trois mois de calendrier au moins avant le jour de l'élection, ou de l'assemblée générale à laquelle doivent voter les actionnaires.

7. Un état exact et détaillé des affaires, du passif et de l'actif de la compagnie, préparé jusqu'au trente-unième jour de décembre de chaque année, sera soumis aux actionnaires à chaque assemblée annuelle, et le dit état sera inscrit dans les livres de la compagnie et pourra être inspecté par chaque actionnaire.

8. Aussitôt que le montant nécessaires d'actions aura été souscrit, une assemblée des actionnaires sera convoquée par avis public inséré pendant l'espace de neuf jours francs précédant immédiatement l'assemblée, dans au moins un journal anglais et un journal français publiés en la cité de Québec, pour élire les directeurs de la dite compagnie, et les directeurs alors élus resteront en charge jusqu'au premier lundi de février suivant.

9. Les directeurs de la compagnie, auront plein pouvoir et autorité de faire, amender, révoquer et rétablir tous les règlements, règles, résolutions et statuts qui leur paraîtront convenables et nécessaires, au sujet du bon gouvernement de la compagnie, l'acquisition, administration et emploi de ses fonds, biens et effets et de ses affaires et transactions, l'audition de

ses comptes, l'entrée en arrangement et l'exécution de contrats avec la dite cité ou les municipalités adjacentes, et la commission des chemins à barrières de la rive nord, au sujet de cette partie du chemin située en dedans de la barrière de péage de St. Valier, la déclaration et le paiement de dividendes à même les profits de la compagnie, la forme et l'émission de certificats d'actions, le paiement des versements et le transfert ou la forfaisure des actions, la convocation d'assemblées générales et spéciales de la compagnie, la nomination, démission et rémunération de tous les officiers, agents, commis, ouvriers et serviteurs de la compagnie, les prix à exiger des personnes transportées sur le chemin de fer ou aucune partie d'icelui, — et en général de faire toutes choses qui pourront être nécessaires pour atteindre les fins et assurer l'exercice des pouvoirs de la compagnie; et les défendements qui y seront fait, seront approuvés par la majorité des actionnaires présents, en personne, ou par procureur, à toute assemblée de la compagnie convoquée pour cet objet; et pourvu de plus que les corporations des municipalités par où passera le dit chemin de fer auront plein pouvoir de mettre à exécution, par réglemens passés à cet effet, envers la dite compagnie et tous autres, les règles et disposition que les dites corporations croiront nécessaires pour régler la construction et l'exploitation du dit chemins de fer, de manière à empêcher toutes entraves évitables au trafic ordinaire et à l'usage des rues le long desquelles passera le dit chemin,

10. Les actions de la compagnie seront réputées meubles.

11. Si l'élection des directeurs n'a pas lieu le jour fixé par le présent acte, la compagnie ne sera pas dissoute pour cette raison; mais les actionnaires pourront faire l'élection tout autre jour en la manière prescrite par tout règlement passé à cette fin; et tous les actes des directeurs, jusqu'à l'élection de leurs successeurs, seront valides et obligatoires pour la compagnie.

12. La compagnie pourra acquérir, louer, avoir ou acheter,

et transférer la pour

13. La autre, pr toute com fonda emprunté l'émission cent jia uable, e péages. et l'acquitté téré d'ic tiers, en en person à une a l'objet de

14. L aucune d tivement stipulation de tous le chars, su passer de avis, à le à tels ar clauses, g gouverne eution, e personne devra tra tel règle dite comp

15. N sable des

et transférer tous biens meubles ou immeubles nécessaires pour la poursuite de ses opérations.

13. Les directeurs de la compagnie pourront, de temps à autre, prélever ou emprunter pour les besoins de la compagnie, toute somme ou sommes n'excédant pas en tout le montant du fonds social versé, pourvu que le montant qui devra être ainsi emprunté n'excède pas cinquante mille piastres, au moyen de l'émission de bons ou débetures, en sommes de pas moins de cent piastres, aux termes et conditions qu'ils jugeront convenables, et ils pourront engager ou hypothéquer tous les biens, péages et revenus de la compagnie, en tout ou en partie, pour l'acquittement des deniers ainsi prêtés ou empruntés et l'intérêt d'iceux; pourvu toujours, que le consentement de deux tiers, en valeur des actionnaires de la compagnie alors présents, en personne ou par procureur, soit préalablement donné et obtenu à une assemblée spéciale convoquée et tenue à cet effet, et l'objet de l'assemblée sera énoncé dans l'avis de convocation.

14. La cité de Québec, les municipalités adjacentes ou aucune d'elles et la dite compagnie, sont par le présent respectivement autorisées à faire et à passer des arrangements ou stipulations au sujets de la construction du dit chemin de fer, et de tous les travaux qui s'y rattachent, et de la circulation des chars, sujets aux restrictions contenues dans le présent acte; à passer des règlements et, quand toutes les parties seront de cet avis, à les amender, abroger ou rétablir aux fins de donner suite à tels arrangements ou stipulations, et contenant toutes les clauses, dispositions, règles et règlements nécessaires pour la gouverner de tous les intéressés, et pour les faire mettre à exécution, et pour régler le trafic et la conduite de toutes les personnes qui voyageront dans les rues et grands chemins que devra traverser le dit chemin de fer; pourvu toujours, que nul tel règlement ne portera atteinte aux privilèges conférés à la dite compagnie par le présent acte.

15. Nul actionnaire de la dite compagnie ne sera responsable des défauts ou obligations de la compagnie, ni des enga-

gements, réclamations, paiements, pertes dommages, transactions, matières ou choses quelconques du ressort de la dite compagnie, au-delà du montant de sa part du fonds social de la dite compagnie; et si un actionnaire de la dite compagnie manquait d'acquitter aucun des versements payables par lui sur ses actions, ou l'intérêt par lui dû, les directeurs pourront, en tous temps, après l'expiration des trois mois qui suivront la période fixée pour le paiement de ces versements, déclarer les dites actions forfaites, que le montant dû ait ou n'ait pas été poursuivi, et ses actions deviendront alors la propriété de la dite compagnie, qui en disposera à sa volonté.

16. Nulle action de la dite compagnie ne sera transférée jusqu'à ce que tous les versements dus ou demandés n'aient été payés ou jusqu'à ce que la dite action n'ait été dûment déclarée forfaite faute de paiement.

17. Des poursuites en loi ou en équité pourront être intentées et maintenues par tout membre individuel contre la dite compagnie; et nul membre de la compagnie n'étant pas en sa capacité individuelle partie à telle poursuites, ne sera inhabile à agir comme témoin dans les poursuites et procédures légales intentées par ou contre la compagnie.

18. Dans le cas où les directeurs susdits jugeraient plus à propos d'obliger au paiement des versements non payés que de confisquer les actions, la compagnie pourra en poursuivre et recouvrer le montant de l'actionnaire avec intérêt, dans toute action de dette, devant toute cour ayant juridiction civile pour le montant réclamé; et lors de telle action il suffira d'alléguer que le défendeur est propriétaire d'une ou plusieurs actions, en indiquant le nombre, et qu'il doit à la compagnie la somme à laquelle se montent les arrérages des versements; et pour maintenir telle action, il sera suffisant que le défendeur ait signé dans quelque livre ou document constatant qu'il a souscrit telles actions et que le nombre des versements arriérés a été régulièrement demandé.

19. Tout chemin de fer, autres em-
aux char-
malice, le
apparten-
devant la
sions de la
Paix dans
sés, conde
compagnie
Juge de P
plus de vi
et chaque

20. Le
chemin de
de la pass

21. Le

19. Toute personne qui, volontairement, obstruera le dit chemin de fer, en y laissant des wagons, charrettes, voitures ou autres embarras, ou en refusant ou négligeant de faire place aux chars, ou en brisant, endommageant ou détruisant, avec malice, le dit chemin de fer ou les chars, ou aucune des choses appartenant à la dite compagnie, sera, sur conviction du fait devant le Recorder pour la cité de Québec ou le Juge des Sessions de la Paix pour la cité de Québec, ou devant un Juge de Paix dans ou près la localité où les dommages auront été causés, condamnée à payer tous les dommages éprouvés par la compagnie, lesquels seront constatés par le Recorder, le Juge ou Juge de Paix saisi de la plainte, ainsi qu'une amende de pas plus de vingt piastres ni de moins de deux piastres pour toute et chaque telle offense.

20. Le présent acte sera nul si un mille au moins du dit chemin de fer n'est construit et exploité dans les quatre années de la passation du présent acte.

21. Le présent sera réputé acte public.

1860

QUEER

PRINTED

BY-LAWS
OF THE
QUEBEC STREET RAILWAY
COMPANY.



PRINTED BY C. DARVEAU, No. 8, MOUNTAIN HILL.

1864.

BY-LAWS

OF THE

QUEBEC STREET RAILWAY COMPANY.

1° The property and business of the company shall, except when otherwise specially provided, be managed and controlled by a board of seven directors, elected from the shareholders of the company (and of whom three shall form a quorum) in the manner hereinafter prescribed. The directors shall hold their offices until others are elected in their places, and shall have power to fill vacancies in their body from the shareholders at any meeting of the board subsequent to that at which such vacancy shall be made known. The vote of a majority of the number of directors then existing shall be requisite to elect a director. If more than one vacancy in the board should occur in any one year, the second and every subsequent vacancy shall be filled at a special general meeting of stockholders which shall be called for that purpose. Directors.

2° Stated meetings of the shareholders for the election of directors shall be held at One O'clock in the afternoon on the first monday in february in every year, at the office of the company, and all such elections shall be by ballot by plurality of the votes of the shareholders present. And should any two or more stockholders have an equal number of votes, the directors having Election of Directors.

the largest number of votes shall decide which shall be elected. Each share upon which all instalments due have been paid shall give one vote, and stockholders not personally present may vote by proxy, and the said meeting shall immediately after appoint the chairman and Secretary, name three scrutineers who shall not be officers or directors to conduct the said election and the Ballot Box shall remain open from three till four O'clock in the afternoon of the said day, when it shall be opened by the scrutineers and the ballots therein contained shall be ascertained and verified, and the seven persons duly qualified found to have the greatest number of votes shall be declared duly elected, provided however, that nothing shall prevent any directors retiring from being reelected if duly qualified.

Auditors. 3^o The said meeting shall also elect three stockholders, not being officers or directors, as auditors, and it shall be their duty to audit the accounts for the next year and to present their report at the next annual meeting.

Ballots. 4^o No person shall receive a ballot from the Secretary treasurer of the company, except the stockholder entitled to the same, or his attorney specially authorized for that purpose.

Election of President and Vice-Prest. 5^o The directors shall, within two days after their election, elect one of their number to be President and another to be Vice-President, which president, vice-president and directors shall continue in office one year, and until their successors shall be elected.

Vice-Prest. may act in absence of President. 6^o In the absence of the president the vice-president shall have all the powers and perform all the duties of the president, and in such case his signature shall have the same force and validity as that of the president.

Statutory Holidays. 7^o In the event of the first monday in february being a statutory holiday, or the said election for any other cause, not taking place on that day, the directors may call a special meeting of the shareholders and proceed to the said election on any other day, giving nine clear days previous notice in one french and one english newspaper published in the said City of Quebec.

8° No share or shares of the capital stock shall confer a right of voting which shall not have been held for three calendar months at the least, prior to the day of election, or of the general meeting, when the votes of the shareholders are to be given. Qualification of Shareholders.

9° An exact statement in detail of the affairs, debts and assets of the company, up to the thirty-first day of December, in each year, shall be printed and a copy furnished to each stockholder, one week previous to the annual meeting, and the said statement shall be submitted to the stockholders at each annual meeting, and shall be entered in the Books of the said Company, and shall be open to the inspection of every stockholder. Annual Statement.

10° In the event of any vacancy occurring in the legal number of directors for the time being, by death, absence from the country (without the consent of the directors for more than three months at a time) inability, disqualification or otherwise, it shall be the duty of the Secretary-Treasurer to report such vacancy, and the board of directors shall within two weeks from the date of such report fill up the vacancy in the manner herein before provided. Vacancies in Board

11° Stated meetings of the board of directors shall be held on the first monday of each month, or should the same be a statutory holiday, then on the succeeding day, at the office of the company, at three o'clock in the afternoon, or at such other place and time as the board shall by resolution from time to time direct and every meeting of the board shall be presided over by the president or in his absence by the vice-president or a director to be named by the board at such meeting. Monthly Meetings of Board.

12° The president may call special meetings of the directors at his discretion, he shall also call a special meeting whenever three of the directors shall request him, in writing, to do so, and all stated or special meetings shall be called by a printed or written notice to each director, but no business shall be taken up or sanctioned at a special meeting except that referred to in said notice unless with the consent of a majority of the whole board expressed by their votes at such meeting. Special Meetings of Board.

Special Meetings of the shareholders. 13° The president or vice-president shall call special meetings of the shareholders whenever requested so to do by holders owning one hundred shares of stock.

Order of business. 14° The order of business of the board of directors shall be.

- 1st. The calling of the roll.
- 2nd. The reading of the minutes of the proceeding meeting.
- 3rd. Communications and reports.
- 4th. Unfinished business.
- 5th. Miscellaneous business. Yeas and nays may be called by any member of the board and in that case shall be recorded in the minutes.

Managing Director. 15° The board of directors may elect one of their number to act as managing director who with the president or in his absence shall manage the affairs of the company between the meetings of the board.

Contracting Debts. 16° No officer or director of the company shall contract any debt on behalf of the company, without having previously obtained the sanction of the board entered in the minutes.

Suspension of Officers. 17° The president, vice-president or managing director shall have power to suspend any subordinate officer from duty, and shall be bound to report all such acts at the next ensuing meeting of the board.

Sub Committees. 18° The directors may appoint sub committees and delegate such powers to said committees as they may deem advisable provided that every committee so appointed shall make a written report to the stated meetings of the board of their proceedings for the proceeding month and oftener if required.

Calls on Capital Stock. 19° The directors may call in the capital stock of the company and may from time to time make new issues of stock not exceeding in all One hundred thousand dollars, provided, however, that any new issue of stock shall be first offered to the shareholders at the time of such issue at par, in proportion to the amount of their respective shares.

20° If, on or before the day appointed for the payment of any instalment upon stock, any stockholder, does not pay the amount ^{Interest on calls.} of the call, he shall be liable to pay the interest for the same at the rate of seven per cent per annum, from the day appointed for the payment thereof to the time of actual payment.

21° No call exceeding five dollars per share per month, shal ^{Amount of calls.} at any time be made.

22° The board of directors shall appoint the principal officers of the company consisting of a president, a vice-president, a ^{Appointment of Officers and Servants.} secretary-treasurer and a superintendant, and such other officers, clerks, conductors, starters, drivers, storekeepers and stablemen as they may from time to time deem necessary, but no person addicted to the use of intoxicating drinks, or who is habitually vicious or unseivil in his deportment, shall be employed, or retained in the service of the company.

23° No officer shall be absent from his duties without the ^{Absence of Officers.} special permission of the directors.

24° No officer employé of the company or any other person ^{Fare to be paid by Officers & Employés.} shall ride in the cars without paying the usual fare.

25° The said principal officers shall report to the board at each stated meeting and oftener, when required, the operations of ^{Reports of Officers.} their respective departements during the recess with a statement of the receipts and expenditures, purchases made, working material ordered, and the prices thereof, and the supplies on hand.

26° The officers shall hold office at the pleasure of the board ^{Term of office.}

27° Vacancies caused by death, resignation, or otherwise may ^{Vacancies.} be filled at any meeting of the board provided due notice thereof is given to the members thereof prior to its meeting.

28° The salaries of all officers and other employes of the com- ^{Salaries.} pany shall be fixed by resolution of the board.

29° Before entering upon the duties of their respective offices every officer or employé of the company from whom the directors ^{Security.} may see fit to require the same shall give security to the satisfaction of the directors for the due fulfilment of the duties of his office.

Officers not to be Directors. 30^o Except in case of the president and vice-president, no officer shall be a member of the board of directors and the acceptance of an appointment by a director, shall be deemed a resignation of his seat at the board, but a director may nevertheless be designated to discharge the duties of an officer temporarily during a vacancy or disability.

President's Report. 31^o It shall be the duty of the president to prepare annually in time to be submitted to the stockholders at the annual meeting an account of the operations of the company during the preceding year, and a statement of the property and resources of the company, its funded and floating debt, if any outstanding contracts, and contingent liabilities.

Inspection of Depôts. 32^o The president, vice-president or managing director shall visit and inspect the dépôt and its appurtenances at least once in each week, and report to the board at its next meeting the result of such visit or inspection.

Duties of Sec. Treasurer. 33^o It shall be the duty of the secretary treasurer to receive all moneys belonging to the company and forthwith to deposit the same in a Bank, in the name of the Quebec Street Railway Company, and the same shall be drawn by the cheque of the secretary treasurer, countersigned by the president, vice-president, or two directors. He shall disburse all moneys directed as authorized to be paid by the board. He shall keep true and accurate accounts of all moneys received or disbursed and no bill or account shall be paid by him until passed by the board of directors and certified by the president, vice-president or chairman. He

Disbursement shall report at the annual general meeting in each year the financial condition of the company, and all items of money received and disbursed for the previous year. He shall render an account

Report to annual meeting. at each stated meeting of the board, of the items, and amounts of the receipts and expenditure of the preceding month. It shall be his duty to be in constant attendance during office hours, at the general office of the company and to be present at the meetings of the board and to keep full and perfect minutes of the proceedings, keep all the books and records of the company and give

Monthly Reports.

Minutes and Records.

written or printed notice to all the directors of the time and place of all regular and all special meetings, three days before the date of such meeting by depositing the same in the post office, properly addressed or causing such notices to be left at the residence or place of business of the parties to whom addressed. But one days previous notice of such meeting shall be deemed sufficient provided the same is served on each director personally. Whenever a resolution shall be adopted, directing any duty to be performed by any officer of the company, it shall be his duty to furnish such officer with a copy of the resolution. He shall be the registrar of all transfers of stock and for that purpose shall keep accounts of the stock registered and transferred in such form and manner, and under such regulations as the board shall from time to time prescribe. He shall obey all resolutions of the board.

Notice to
Directors.

Registration
of transfers.

34° The superintendant shall have, subject to the direction of the board, the special superintendence of the track and cars, and the repairs and running of the road. A general supervision of the depots, stables and workshops, and over all the conductors, starters, drivers, ostles, mechanics, and laborers in the company's employ, and it shall be his duty to see that they are faithful to the interest of the company. He shall furnish each driver and conductor, with a printed copy of the regulations issued for their government, and shall see to the enforcement thereof. He may subject, to the approval of the board, appoint subordinates in his department. He may suspend conductors, drivers, starters, or stablemen, for misconduct or incapacity, and shall report such suspension to the board, without delay. In case of accidents, he shall with all possible despatch ascertain and report to the board in writing, the attendant circumstances and the names and residences of witnesses. He shall examine and certify the pay rolls and bills for work done or purchases made by him or under his supervision. He shall enter forthwith in the books kept by the company for that purpose all purchases or sales he may be authorized by the board to make, and shall see that the name of each conductor, starter, mechanic, driver, and laborer, shall be entered in the book kept by the company for that purpose with the date

Duties of Superintendant.

May appoint subordinates or suspend.

Accidents.

Pay rolls.

Enter names of conductors, etc., in books.

of the appointment or employment of each, and the amount of wages which he is to receive, and whenever any removal, or suspension of any person shall be made, he shall make an entry thereof in the books. He shall when required so to do superintend the erection or repairs of the company's buildings; he shall act as the general out door agent of the company in all matters intrusted to him by the vote of the board of directors, and at each stated meeting make a written report in detail of his proceedings for the month ending on and including the saturday preceeding such meeting, with any information he may possess affecting the interest of the company, or any changes that have taken place in the condition of its property under his supervision.

Superintend
building re
repairing.
General out
door agent.
Make monthly
reports in
writing.

Dividends
how paid.

35° Dividends shall be declared semi-annually provided the profits of the company, warrant the board of directors in declaring the same. It shall be the duty of the secretary-treasurer to attend to the preparing of the accounts thereof, to pay out the same by cheques, payable to the order of the parties entitled to receive the same, and to take and preserve vouchers therefor in a book prepared for that purpose.

Transfers.

36° All transfers of stock shall be made by the stockholder in person, or by an attorney duly authorized, in a book provided for the purpose, and shall contain a declaration of the transfer setting forth, the number of shares, the person to whom the time when the same are transferred, and the person to whom such transfer is made, shall accept the same and sign an agreement binding himself to conform to the act of incorporation and by-laws of the company, and at the time of the transfer the old certificate shall be surrendered to the secretary treasurer who shall cause the same to be cancelled, by writing across the face thereof, a minute of the transfer and of the numbers of the certificates issued in lieu thereof, and the cancelled certificate shall then be filed and preserved in the office.

37° All transfers made previous to the enactment of the present by-laws shall be valid.

No transfer, except of stock paid in full, will be valid unless approved by the board of directors, and no transfer of a fractional part of a share will be allowed.

39° The secretary-treasurer shall report to the board at stated meetings the number and amount of the certificates so surrendered since the last meeting, by whom given up, and the number and amount of shares for which new certificates have been issued and to whom.

Secretary to make monthly returns of certificates cancelled and issued.

40° No transfer shall be made in the books of the company for fifteen days next previous to the annual election of directors nor for fifteen days next prior to the time appointed for the payment of any dividend.

Transfers.

41° All certificates shall be issued and signed by the president or vice-president, or in their absence by any two directors and countersigned by the secretary-treasurer under such other obligations as the directors shall from time to time prescribe.

Certificates to be signed by.

42° No certificates shall be issued in place of one stated to be lost unless by direction of the board on legal evidence of the loss, and sufficient indemnity against loss to the company.

Lost certificates.

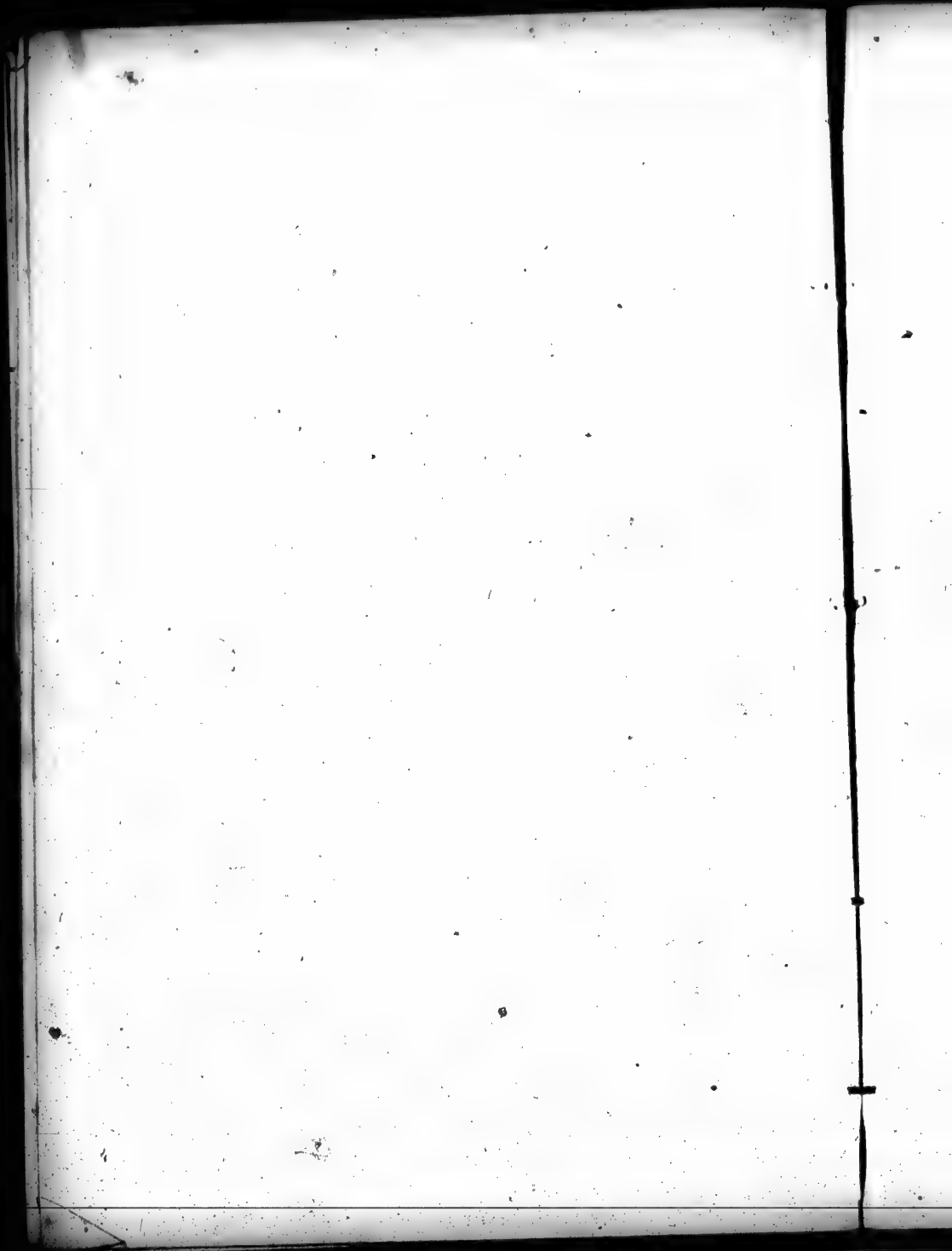
43° Deeds, contracts, and other legal document, when authorized by the board, shall be signed by the president or vice-president and countersigned by the secretary-treasurer, and no officer shall sign or countersign any document in blank.

By whom deeds &c., are to be signed.

44° Whenever any negotiable paper is issued by the board in payment of the obligations of the company, it shall be in the form of drafts, drawn by the president or vice-president upon the company, payable to the order of the person entitled to the payment, and accepted by the secretary-treasurer on behalf of the company.

Negotiable paper issued by the board.

These by-laws may be amended by the directors at any meeting by a vote or majority of the whole number of the then existing directors, subject to the approval of the stockholders, provided notice of the motion to amend, shall have been given at a previous stated meeting of the board.



CORPORATION BY-LAW
OF THE
QUEBEC STREET RAILWAY
COMPANY.

CITY OF QUEBEC,
IN THE DISTRICT OF QUEBEC. } To wit:

AT a Special Meeting of the Council of the City of Quebec, held at the City Hall, in the said City of Quebec, on Friday, the eighteenth day of November, one thousand eight hundred and sixty-four, in conformity to law, and in virtue of a by-law passed by this Council pursuant thereto, and after the due observance of all the formalities prescribed by the statute in such case made and provided, at which meeting were present two-thirds of the Members composing the Council of the City of Quebec, that is to say:

His Worship the MAYOR,
 Messrs. Councillors ALAIN,
 BOLDUC,
 BOWLES,
 BURNS,
 DINNING,
 GERMAIN,
 GIBLIN,
 HAMEL,
 HEARN,
 HOSSACK,
 JOLICŒUR,
 KIRWIN,
 LAIRD,
 LAVOIE,
 LEMESURIER,
 RENAUD,
 RINFRET,
 ROY,
 ST. MICHEL,

The present By-law was passed, to wit:—

A By-law, allowing the Quebec Street Railway Company to construct a Railway in certain Streets in the City of Quebec.

It is ordained and enacted by the said Council, and the said Council doth ordain and enact by these presents, as follows to wit:

It will be lawful for the said Quebec Street Railway Company to construct, under the conditions and stipulations hereinafter mentioned, a railway in the city of Quebec, to carry passengers in cars, drawn by horses, in the streets hereinafter mentioned, and divided for that purpose, in five separate districts as hereinafter designated, the said railway to be constructed as stated and required by and in virtue of an act of the Legislature of this Province, passed in the 27th year of Her Majesty's reign,

chapter 61, and intituled "An Act to incorporate the Quebec Street Railway Company."

1. The first district will be:—From Champlain market, passing through St. Peter, St. Paul and St. Joseph streets, and terminating at the west line of the city.

The second district:—From Champlain market and going through Champlain street as far as the Cove toll-gate.

The third district:—From the foot of Mountain Hill, and up Mountain Hill, through Buade street, and terminating at the Upper Town market place.

The fourth district:—From the Upper Town market and going through Fabrique street, and St. John street, through their entire length, and terminating at the west line of the city.

The fifth district:—From the Upper Town market place and going through Desjardins, Donacons, Parloir and St. Louis streets, to the west line of the city.

2. A single track only shall be allowed in each of the said streets, with all necessary sidings, turnouts and appurtenances.

3. The railway track, No. 1 district, shall be completed and open to the public, thirty months after the execution of the notarial agreement between the Corporation and the Company hereinafter mentioned, it being understood that the said Company shall forfeit the privilege of constructing the works in any of the remaining sections that shall not be built within five years from the date of the execution of the said notarial agreement.

4. All the works necessary for constructing and laying down the said railway several tracks shall be made in a substantial manner and according to the rules of art, under the supervision of the City Surveyor, and to the satisfaction of the Road Committee of the said city.

5. The Company shall be bound to put the streets in which any of their works shall be executed into as good a state of repair

as they were previous to the commencement of such works, and to maintain in like good condition, any portion of said streets disturbed for the purposes of the Company, for the space of three-months after such disturbance, and the Company shall be bound to maintain that portion of the roads between the railway track during the time that the Company shall enjoy the privileges to be conferred by this By-law,

6. The said Company, in the construction of the said railway track, shall conform to the grades of the various streets through which the said track will run, as furnished by the City Surveyor, and shall not, in any way, change or alter the same.

7. The location of the track of the said line of railway, in any of the said streets, shall not be made until the plans thereof shewing the position of the rails and other works to be done by the Company, in each street, shall have been submitted to and approved of by the Road Committee and the City Surveyor.

8. The said Council shall have the right to take up the streets traversed by the rails, either for the purpose of altering the grades thereof, constructing or repairing drains, or for laying down or repairing water or gas pipes, or for all other purposes within the province and privileges of the said Council, without the said Company being entitled to any compensation or damage therefor. Provided always that the works so disturbed shall be relaid in as good condition as they were before such disturbance took place, and with the least possible delay.

9. The rails to be employed for the construction of the said railway, shall be of the quality used for these purposes, subject to the approval of the Road Committee.

10. No such railway shall be opened to the public and put in operation, until the sanction of the said Council shall have been previously obtained by means of a special resolution to that effect; and such sanction shall only be granted upon a certificate from the City Surveyor, or upon a report from the Road Committee declaring the said road to be in good condition, and constructed conformably to the conditions prescribed in this By-Law.

11. Each car employed by the said Company shall be numbered, and none shall be used unless the said Company pay an annual tax of \$20 therefor.

12. That the time for-running shall be settled by the Company.

13. The speed of the cars shall never exceed six miles an hour, nor be faster than a walk at the turning of corners.

14. No car shall be allowed to stop on a cross walk, nor in front of an intersecting street, except to avoid collision or accident.

15. No car shall stop near any intersecting street unless it has completely passed by the space in front of the said street.

16. No car shall stop in the street longer than is necessary to allow passengers to leave or enter the same, with all possible despatch.

17. No person shall be allowed to enter or leave the cars unless the cars be at full stop.

18. The conductors shall announce to the passengers the names of the streets and public squares as the car reaches them.

19. The conductors shall keep a vigilant watch to avoid all manner of accidents, and stop the cars whenever they shall perceive on the track, or moving in the direction of the tracks, any person, cattle, vehicle or other obstruction likely to cause an accident.

20. The cars shall be used only for the conveyance of passengers.

21. When the accumulation of snow or ice on the roadway shall be such as to prevent the cars from running with safety, the Company shall not be permitted to have it removed, but they shall have the passengers conveyed by means of suitable and comfortable sleighs.

22. The said Company shall not have a right to charge more than the following rates for the conveyance of passengers on their line, viz:—

For the conveyance of a passenger from one point to another in any one district, five cents.

23. The said Company shall be liable for all damages arising either from the construction of the said railway, or from the works they shall cause to be done in the streets, or from the manner the cars or sleighs used by them shall be run or drawn, or from the obstacles or obstructions they may cause in the streets, or from the violation of any one of the conditions hereby imposed, or from any other cause whatever; the said Company shall moreover guarantee and indemnify the Corporation against any amount which the latter may have to pay on account of such damages, or from any costs deriving therefrom.

24. That in the event of the Company's neglect to fulfil the stipulations mentioned in the sixth section of this By-Law, the Road Committee shall, after due notice to the said Company, order the necessary repairs to be made forthwith.

25. The privilege hereby granted to the said Company shall extend over a period of forty years, from the date hereof, but at the expiration of twenty years, the said Corporation may, after a notice of six months to the said Company, to be given within the twelve months immediately preceding the expiration of the said twenty years, assume the ownership of the said railway, and of all real and personal property in connection with the working thereof, and on the payment of their value, to be determined by arbitration, together with ten per cent over and above the value thereof.

26. Should the said Company at any time give up the said Railway, or cease to exercise the privileges thereby granted to them, they shall be bound to remove the rails after three months notice from the Corporation, and to put the streets traversed by the rails in repair and condition.

27. If the said Company violate or fail to execute any one of the conditions or obligations hereby imposed upon them, and especially if they fail to complete the said railway within the time

stipulated for each of the districts aforesaid, the Council may revoke and annul the privileges granted to the said Company by a resolution to that effect, passed by a vote of the two-thirds of the members of the said Council, and without being bound to bring a suit at law.

28. Each car, after dark, shall be furnished within, with a sufficient number of lights.

29. The said Company, or persons in charge of the cars running upon the said rails, shall be liable for every infringement of any of the sections of this By-law, to a fine not exceeding five pounds, recoverable according to law.

30. This present By-Law shall not come into force and effect until an agreement based upon the conditions and stipulations hereinafter stipulated, shall have been executed by a notarial deed, entered into by and on the part of the said Company and the said Corporation, on whose behalf the Mayor is hereby authorized to sign the said agreement.

AD. G. TOURANGEAU,

Mayor of Quebec.

Attested.

L. A. CANNON,
City Clerk,

Quebec, Nov. 21, 1864.

